



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

n° 2012 – DLP-BUPE- 573 du 14 DEC 2012

autorisant la Société ARKEMA France à exploiter deux chaudières de production de vapeur en substitution de la chaudière DQB à Saint-Avold

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le livre V du Code de l'Environnement et notamment ses articles R. 512-31 et R. 512-33 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** l'arrêté préfectoral DCTAJ n° 2012- A - 30 du 25 juin 2012 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, Secrétaire Général de la préfecture de Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (combustion) ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2004-AG/2-433 du 27 septembre 2004 relatif au changement d'exploitant ;
- VU** l'arrêté préfectoral modifié et complété n°2006-DEDD/1-306 du 22 août 2006 portant refonte de l'arrêté cadre modifié n°93-AG/2-194 du 13 avril 1993, réglementant les ateliers exploités par la Société ARKEMA, situés sur la plate-forme pétrochimique de CARLING/SAINT-AVOLD ;
- VU** la notice d'information transmise par ARKEMA France par courrier du 10 octobre 2012 (référence ENV/FLT/L085/12) en vue d'exploiter temporairement deux chaudières de location au gaz naturel ;
- VU** le complément apporté à la notice d'information susvisée par courrier du 19 octobre 2012 (référence ENV/FLT/L090/12) ;
- VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 6 novembre 2012 ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques réuni le 26 novembre 2012 ;

CONSIDERANT que la modification envisagée par ARKEMA France consiste à exploiter deux chaudières au gaz naturel d'une puissance thermique unitaire de 7,6 MW_{th} en substitution de la chaudière existante DQB alimentée par un combustible liquide, d'une puissance thermique de 75 MW_{th} et actuellement indisponible pour des raisons techniques ;

CONSIDERANT que la chaudière DQB sera maintenue à l'arrêt pendant toute la période de fonctionnement des deux chaudières projetées ;

CONSIDERANT que cette substitution conduit à une réduction conséquente des flux d'émission de polluants atmosphériques, notamment poussières, oxydes d'azote et dioxydes de soufre ;

CONSIDERANT que cette substitution n'aggrave pas les risques existants de l'établissement exploité par ARKEMA France à Saint-Avold ;

CONSIDERANT par conséquent que la modification envisagée n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1. Champ d'application

La société ARKEMA France, enregistrée sous le numéro SIREN 319 632 790 et dont le siège social est situé, 420, rue d'Estienne d'Orves à Colombes (92705), est autorisée à exploiter deux chaudières au gaz naturel d'une puissance thermique unitaire de 7,6 MW_{th}, sous réserve du respect des dispositions suivantes.

Article 2. Conditions de fonctionnement des deux chaudières

L'exploitation simultanée de la chaudière DQB et de l'une ou des deux chaudières au gaz naturel est interdite.

Les deux chaudières fonctionnent exclusivement au gaz naturel.

Elles sont soumises aux dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel modifié du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (combustion), à l'exception des articles :

- 1.8 (contrôles périodiques)
- 1.10 (cas particulier des turbines et moteurs fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale),
- 2.1 (règles d'implantation),
- 2.4 (comportement au feu et aux explosions des bâtiments),
- 2.7 (installations électriques),
- 2.14 (aménagement particulier),
- 2.16 (modification d'une installation existante),
- 3.6 (vérification périodique des installations électriques),
- 4.4 (emplacements présentant des risques d'explosion),
- 5.3 (réseau de collecte),
- 6 (air et odeur).

Article 3. Dispositions particulières

3.1. Règles d'implantation

Chacune des deux chaudières est implantée en extérieur, à une distance minimale de 85 mètres de la limite de propriété de l'établissement.

Des capotages, ou tout autre moyen équivalent, sont prévus pour résister aux intempéries.

3.2. Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Un ou plusieurs dispositifs, placés à l'extérieur, permet d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique des chaudières, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et le cas échéant, de l'éclairage de secours qui doit être conçu pour fonctionner en atmosphère explosive.

3.3. Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. Ces contrôles sont effectués conformément à la réglementation en vigueur.

3.4. Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation recensées « comme pouvant être à l'origine d'une explosion », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents.

3.5. Réseau de collecte

Les rejets d'effluents aqueux des deux chaudières sont limités aux purges et mises hors gel des chaudières.

Ces rejets sont collectés et dirigés, via l'Ovoïde Sud, vers la Station de Traitement Final (STF) de l'établissement.

L'exploitant effectue tous les mois une estimation de la quantité des eaux rejetées vers la STF. Cette estimation est intégrée au bouclage des rejets aqueux de l'ensemble des établissements de la plate-forme industrielle raccordée à la STF.

3.6. Rejets atmosphériques

Les gaz de combustion sont évacués par une cheminée d'une hauteur minimale de 10 mètres (une cheminée par chaudière).

Le débouché des cheminées a une direction verticale et ne comporte pas d'obstacles à la diffusion des gaz.

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale doit être au moins égale à 5 m/s.

Les rejets respectent les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 3% en volume.
-

Paramètre	Valeur limite en concentration (mg/Nm ³)
Poussières	5
NOx en équivalent NO ₂	150
SO ₂ en équivalent SO ₂	35

3.7. Mesure périodique de la pollution rejetée

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement, une mesure des paramètres suivants :

- débit, teneur en oxygène, température, humidité, vitesse d'éjection,
- poussières, NOx et SO₂.

Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse sont conformes aux normes en vigueur et sont réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et d'au moins une demi-heure. La mesure est réalisée en marche continue et stable.

Les résultats comparés aux valeurs limites imposées à l'article 3.6 et commentés sont transmis à l'inspection des installations classées suivant les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre n° 2006-DEDD/1-306 du 22 août 2006 et de ses modifications ultérieures sauf si la mesure fait apparaître une non-conformité avec les prescriptions du présent arrêté. Dans ce cas, les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais, accompagnés de commentaires sur les raisons du dépassement ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.

Le premier contrôle est effectué sous un délai de 6 mois à compter de la mise en service des chaudières. Le rapport de ce premier contrôle est transmis à l'inspection des installations classées sous 15 jours à compter de sa réception.

3.7. Entretien des installations

Le réglage et l'entretien des chaudières sont réalisés soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations portent également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion.

3.8. Réglage des feux

Les chaudières sont équipées des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

3.9. Livret de chaufferie

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

Article 4 : Délais et voies de recours

En vertu des dispositions du décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée

Article 5 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- 1) Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-AVOLD et pourra y être consultée par toute personne intéressée.
- 2) Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par le maire. Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par l'exploitant et sera publié sur le site internet de la préfecture de la Moselle.
- 3) Un avis sera inséré par le préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, les Inspecteurs des Installations Classées, et le maire SAINT-AVOLD, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au Sous-Préfet de FORBACH.

Fait à Metz, le 14 DEC. 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Olivier DU CRAY

